

Département de la Manche
Arrondissement de Coutances
Canton de Créances
Commune de Saint-Germain-sur-Ay

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Date de convocation : 29 mars 2023

Nombre de conseillers :

en exercice : 15

présents : 12

votants : 14

Date d'affichage de la liste des délibérations : 7 avril 2023

L'an deux mille vingt-trois, le six avril à vingt heures, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la salle polyvalente du bourg, 45 rue de l'Eglise, sous la présidence de M. Le Maire, Christophe GILLES.

Présents : GILLES Christophe – GIAVARINI Pascal - POZZO Maryvonne – LEPAGE Michel - LEBLOND Christine – LEMAITRE Stéphanie - YBERT Valéry – FOSSEY Flavie - VANDENAWEELE Guy – LE GUILLOUX Vanessa - GRINCOURT Vincent - LECOEUR Maurice.

Pouvoirs : LECORNU Séverine a donné procuration de vote à LEBLOND Christine.
THIENNETTE Claude a donné procuration de vote à YBERT Valéry.

Absente : LACAILLE Estelle.

Secrétaire de séance :
POZZO Maryvonne.

7 – FINANCES LOCALES

7.10 – Divers

Fixation de la durée d'amortissement des parcelles vendues à la communauté de communes Côte Ouest Centre Manche dans le cadre de l'aménagement d'une zone artisanale - Délibération n° DEL2023-04-33 -

Le Conseil Municipal,

VU, Le Code Général des Collectivités Territoriales,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

☞ **Article unique :** de fixer la durée d'amortissement des parcelles vendues à la communauté de communes Côte Ouest Centre Manche, dans le cadre de l'aménagement d'une zone artisanale, à 10 ans.

Adoptée à l'unanimité des votants
(14 voix pour, 0 voix contre, 0 abstention)

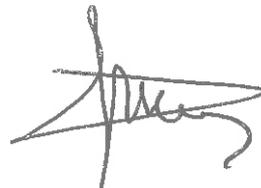
Fait à Saint-Germain-sur-Ay,
Le 6 avril 2023,

Département de la Manche
Arrondissement de Coutances
Canton de Créances
Commune de Saint-Germain-sur-Ay

La Secrétaire de Séance,
Maryvonne POZZO



Le Maire,
Christophe GILLES



Le Maire de la commune de Saint-Germain/Ay :

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte affiché et transmis au contrôle de légalité le *04-07-2023*;
- informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Caen dans un délai de deux mois à compter de l'acquisition de son caractère exécutoire.